

24 heures de vélo pour dénoncer les aménagements inadaptés du Grand Lyon



Pierre Delorme et sa vélo mobile à hauteur de Montrochet / Photo L.A

C'est aujourd'hui à 8 heures du matin que prend fin le test grandeur nature de l'association « Modes doux ». À bord de sa vélo mobile, le cofondateur Pierre Delorme, a parcouru la majorité des pistes cyclables du Grand Lyon, et ce pendant 24 heures. L'intérêt de cette opération, qui a donc duré une journée complète, était de rendre compte de la réalité des aménagements en matière de déplacements doux. Et dénoncer la politique locale qui, sur ce sujet, « ne prend en compte que le nombre de kilomètres aménagés, plutôt que l'assurance d'une utilisation sécurisée », selon Christophe Quiniou, président de l'association. Durant son parcours, Pierre Delorme, qui avait équipé son embarcation d'un système de navigation, en a profité pour mettre en ligne sur son twitter le déroulement des événements, en offrant aux internautes sa géolocalisation, des com-

mentaires et des photos visant à illustrer les parties sensibles du trajet. Au cours de la journée d'hier, il revenait sur son expérience : « Je suis plongé dans les conditions réelles. Sur les 45 premiers kilomètres parcourus, j'ai été mis quinze fois en danger à cause de piétons ou voitures. J'ai par ailleurs noté trente-deux structures inadaptées, à cause par exemple de trous dans la chaussée ». Ce qui interpelle les membres de l'association « Modes Doux », c'est en l'occurrence la dangerosité de certaines voies cyclables, jugées impraticables pour des parents accompagnés d'enfants en bas âge. L'association lyonnaise espère bien pousser la mairie à instaurer une réflexion et regrouper les usagers de tous types (vélos, trottinettes, rollers...) pour « offrir une réponse concertée de la minorité dans sa diversité », dira Christophe Quiniou.

Luca Andreolli

Les salariés de la Presqu'île pourront faire réparer gratuitement leur vélo mercredi

Du 1<sup>er</sup> au 7 avril, se tient la 9<sup>e</sup> édition de la semaine du développement durable. Elle prône la prise de conscience individuelle et collective quant au respect du développement durable. Les habitudes de circulation est l'une des thématiques qui intéresse le ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement. En la matière, la ville de Lyon bénéficie d'un partenaire efficace, avec l'association de management du centre-ville « Presqu'île ». Cette dernière propose, le mercredi 6 avril, entre 9 h 30 et 19 h 30 de réparer gratuitement les vélos des salariés de ses 165 commerces et entreprises adhérents. Qualifiée de « Check-up printa-

nier », cette démarche aura lieu sur la place de la République, et fera intervenir une équipe installée sur un stand équipé. Elle se traduit à travers deux motivations. D'une part, mettre en avant, à l'orée des beaux jours, l'utilisation du vélo comme principal mode doux entre travail et habitat. D'autre part, rappeler la nécessaire préoccupation de sécurité, matérialisée par un bon réglage général. Cette action s'ajoute à d'autres mesures, qui ont contribué à réduire le nombre de déplacements professionnels en voiture sur la presqu'île. 12 % des salariés du secteur utilisent encore exclusivement leur voiture.

Luca Andreolli

Instituts hospitalo-universitaires : un lot de consolation pour les Lyonnais

Après les remontrances de Valérie Pécresse sur le plan immobilier Lyon Campus, nouvelle douche froide hier pour le monde hospitalo-universitaire : aucun projet lyonnais ne figure dans la liste des six lauréats de l'appel à projets « instituts hospitalo-universitaires » (IHU) dévoilée par le ministère du Travail et de la Santé et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Doté de 850 millions d'euros, ce volet des « investissements d'avenir » associe autour d'une spécialité, une université, des établissements de santé et de recherche. Lyon avait présenté deux projets, « OPeRa », axé sur le remplacement des organes, et « Cesame », axé sur le cerveau (neurosciences et santé mentale), associant le CHU et l'Université de Lyon, l'Inserm, le CNRS et plusieurs industriels. Mais selon Thierry Philip, conseiller spécial à la recherche à la Région, c'était « une mauvaise idée » de présenter deux projets et non un seul. Si Cesame était « particulièrement innovant », aux yeux de

son porteur, le Pr Mauguère, le gouvernement lui a préféré le projet de la Pitié-Salpêtrière. Les Lyonnais auront cependant droit à un lot de consolation : ils sont retenus au titre de « projets prometteurs » et se partageront avec quatre autres projets la somme de 35 m d'euros pour financer « une partie de leur projet », indique le ministère de la Recherche. Selon Nora Berra, secrétaire d'État chargée de la Santé, qui s'est réjouie de la sélection des deux projets, chacun devrait recevoir 5 m d'euros. Pour Thierry Philip, le fait que Lyon n'ait pas aujourd'hui de projet labellisé IHU peut aussi s'expliquer par une sorte « d'équilibre », Lyon ayant déjà été retenu pour d'autres investissements d'avenir (Ilex, Labex...). Les projets d'IHU ont été retenus « sur la base des évaluations et des recommandations d'un jury international de trente-deux membres. Sur dix-neuf dossiers reçus, Paris a décroché trois IHU ; Bordeaux, Strasbourg et Marseille un IHU.

S.M

Du mouvement à la direction des Hospices civils de Lyon

Directeur de cabinet et directeur de la communication à la direction générale des Hospices civils de Lyon, Cédric Arcos a été nommé, au 1<sup>er</sup> avril, directeur de cabinet du délégué général de la Fédération hospitalière de France (FHF), Gérard Vincent. A la FHF, il aura notamment pour mission d'élaborer une plate-forme de propositions que la Fédération hospitalière soumettra aux candidats à l'élection présidentielle de 2012. Ses fonctions auprès du directeur général des HCL, Daniel Moinard, ont été reprises par Marion Chereul qui a notamment été chargée des questions de santé dans le cabinet de Gérard Collomb.



Cédric Arcos / Photo S.M



/ Photos d'archives



Aéroport de Lyon : le low cost reste le moteur de la croissance

En dépit d'une année écoulée difficile, les aéroports lyonnais enregistrent des résultats satisfaisants

Huit millions de passagers, ou presque

Le directeur des aéroports de Lyon se montre satisfait. En dépit des caprices du volcan islandais (trois jours de fermeture pour Saint-Exupéry), de la période neigeuse, des différents conflits sociaux, sans oublier les suites de la crise, l'année 2010 s'est révélée plutôt profitable. En effet, la barre des huit millions de passagers par an est pratiquement atteinte, soit une augmen-

tation du trafic passager de 3,4 % par rapport à 2009.

Le low cost, moteur de la croissance

Une fois encore en 2010, le trafic low cost reste le moteur de cette croissance et représente désormais 19 % du trafic total de Saint-Exupéry. Grâce à lui et notamment à la compagnie easyJet, huit lignes ont été créées l'année dernière. Malgré le recul de l'activité d'Air-France, le trafic tradi-

tionnel se développe lui aussi (+14 %) par rapport à 2009.

Se désendetter pour mieux investir

Témoin de la bonne santé des aéroports de Lyon, le chiffre d'affaires de la société a lui aussi progressé de 6,5 %. L'augmentation du trafic, la taille des avions (un peu moins nombreux mais plus gros) et surtout l'évolution positive du trafic international participent à cette amélio-

ration des comptes grâce aux redevances qu'elles génèrent.

Mieux, ces dernières années, les aéroports de Lyon ont réussi à ramener leur dette à un niveau comparable à celui de leurs principaux concurrents. Du coup, il est question d'investir.

Un nouveau terminal à la fin de l'année

Ainsi, en 2011, la société engagera quelque 38 millions d'euros de travaux.

Au programme, la fin des travaux du terminal T3, lequel est dédié au low cost, qui devrait entrer en service vers la fin de cette année. Autre grand chantier, la refonte des commerces installés dans l'aéroport. En 2012, le programme d'investissement devrait concerner la réorganisation du système de gestion des pistes, ce qui pourrait permettre une augmentation sensible du trafic. Vingt millions d'euros seront consacrés à

cette opération. Enfin, le fret n'est pas oublié, puisqu'il est décidé d'aménager un nouvel accès (par le sud) à la zone de l'aéroport dédiée à cette activité.

De nouvelles lignes

D'ici à l'été 2011, on dénombrera au total neuf ouvertures nouvelles de lignes régulières, vers Agadir, Berlin, Brest, le Havre, Milan, Nice, Palma de Majorque, Prague et Erevan.

LE COMMENTAIRE

Patrick Martin, président du Medef Rhône-Alpes, livre un scénario pessimiste



« Dans le domaine des transports la région est passée à la trappe »

Invité hier matin de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes pour évoquer le redémarrage de l'activité économique régionale, Patrick Martin, président du Medef Rhône-Alpes, n'a pas bercé, dans l'optimisme, ses interlocuteurs bien longtemps. Si les indicateurs positifs qu'il a rappelés laissent à penser qu'on peut imaginer une reprise, il a souligné qu'il existe « encore

beaucoup de facteurs d'incertitude et qu'il en apparaît de nouveaux très pénalisants pour l'économie rhônalpine. » Selon lui « le climat général est très anxieux et même de plus en plus anxieux ». Références faites aux événements internationaux, aux réglementations de type Bâle III, ou encore « à l'instabilité législative et jurisprudentielle. » Concernant l'avenir éco-

nomique de Rhône-Alpes il s'est dit « préoccupé par le mauvais sort réservé à notre région en matière de transports. » Rhône-Alpes serait, selon lui, « passée à la trappe. » Et voit poindre « une vraie bombe à retardement » si l'aéroport Saint-Exupéry devient propriété des Aéroports de Paris. Une solution qu'il voit clairement se dessiner. Laquelle ferait réellement

de Saint-Exupéry « un aéroport de deuxième catégorie où certaines destinations ne seraient jamais plus desservies. » De quoi limiter par ricochet l'attractivité internationale de Rhône-Alpes et « de minorer Saint-Exupéry qui avec easyJet, comme locomotive, est déjà la caricature d'un aéroport secondaire ». Sans langue de bois, le président du Medef Rhône-Alpes s'est dit inquiet

pour la région qui « manque de poids lourds économiques et politiques capables d'influer à Paris ou Bruxelles. » Pour lui « la messe est dite », pour Saint-Exupéry et Lyon-Turin « qui patine ». Et redoute qu'à terme Rhône-Alpes ne vive le scénario de Roanne qui fut « jadis très prospère. »

Franck Bensaïd



Près de 60 pompiers ont participé à l'exercice / Photo Claudine Caraco

Mardi matin, un exercice de sécurité civile a eu lieu dans l'entreprise Rhône-Gaz à Solaize. Un établissement classé SEVESO « seuil haut ». En guise de scénario catastrophe, une fuite fictive de gaz enflammé à proximité de cuves GPL, a servi de prétexte à la mise en place d'un périmètre de sécurité autour du site afin d'estimer le temps de bouclage théorique de la zone. Le préfet a ensuite déclenché le Plan Particulier d'Intervention (PPI). Le quartier des Razes à Feyzin a alors été bouclé, et une soixantaine de sapeurs-pompiers sont intervenus pour arroser les sphères de gaz.

Le « Grand musée de la santé » espère le soutien des collectivités

Le Pr Mornex cherche déjà 100 000 E pour sauver la « mémoire immatérielle »

Du côté du public, le projet d'un grand musée de la santé au sein de l'Hôtel-Dieu fait toujours recette. Une nouvelle fois, le Pr René Mornex a fait salle comble, hier soir, à l'École normale supérieure pour présenter son « concept ». Du côté de l'opérateur, Eiffage, l'idée de « l'intérêt de la mixité entre toutes les activités » s'est imposée à en croire Albert Constantin. Après des échanges avec le Pr Mornex, l'architecte lyonnais a ainsi présenté un projet de musée de 4 000 m<sup>2</sup> totalement imbriqué avec un centre de convention de la même surface, axé autour du Petit Dôme et pouvant s'éten-

dre sur deux ou trois étages. Mais du côté du financement, c'est toujours la grande inconnue... Selon le Pr Mornex, pour que le musée soit « pérenne », il faut qu'une « collectivité se dégage » ou à défaut plusieurs, rassemblées au sein d'un établissement public de coopération culturelle. A partir de là, l'ancien doyen de la faculté de médecine estime que des « financements d'investissements » peuvent être trouvés pour ces collectivités, que des mécènes, des industriels, des associations et même l'Europe pourraient être intéressés. Combien cela leur coûtera-t-il ? Une première évaluation faisait état de 10 m d'euros d'investissement, « un demi-footballleur » selon le Pr Mornex, et d'un budget de fonctionnement de 3-4 m d'euros. Mais Albert Constan-

tin semble avoir été effaré par le budget de fonctionnement donné par les responsables du musée de la médecine de Londres - qu'il n'a pas divulgué hier soir... L'architecte, qui entamait là une tournée des musées européens avec les responsables d'Eiffage, s'est ainsi félicité des choix « simples et lisibles » du Pr Mornex et de ses collaborateurs des associations, des amis de la collection Renaud Albert, et des amis du musée de l'Hôtel-Dieu... Parmi les choix de l'universitaire, celui de ne consacrer qu'un tiers à l'exposition permanente qui rassemblera toutes les collections médicales lyonnaises. Souhaitant que ce musée soit aussi « moderne » et « ouvert sur l'avenir », le Pr Mornex a imaginé des espaces « ludiques », « industriels » ou « décryptage de l'avenir » pour

amuser les enfants, expliquer aux patients le fonctionnement de certains appareils comme les IRM ou encore les enjeux des progrès actuels de la médecine comme les greffes ou les cellules souches. Mais l'ancien spécialiste d'endocrinologie a aussi à cœur de sauver « la mémoire immatérielle » en enregistrant des interviews de ses collègues pionniers de certaines spécialités comme il vient de le faire sur le sommeil paradoxal avec Michel Jouvet, et sur la biogénétique avec le prix Nobel François Jacob. « Tous ceux qui ont quelque chose d'important à dire ont plus de 80 ans », a-t-il souligné hier, chiffrant ses besoins immédiats à 120 000 euros pour réaliser une dizaine d'interviews. Le nouveau président de Lyon 1, Alain Bonmartin, l'a déjà assuré du



Le Pr René Mornex, hier à l'ENS / Photo S.M

soutien de l'université et de nombreux bulletins de soutien étaient disponibles, hier soir, aux côtés des petits fours offerts par Eiffage...

Sylvie Montaron

Villeurbanne : bras de fer autour d'antennes de téléphonie

Vivant déjà à proximité d'antennes de téléphonie mobile, un couple d'octogénaires villeurbanais se bat pour refuser la pose de nouvelles antennes sur le toit de sa copropriété. L'un des aspects du problème ? Ladite copropriété a majoritairement donné son accord pour cette installation. Le couple a saisi le tribunal de grande instance de Lyon, en vue de faire invalider ce choix.

A Limonest, un complexe de bureaux au Puy d'Or

Le développement économique de l'Ouest lyonnais s'accélère. Un vaste complexe de bureaux est en projet à Limonest, sur quelque 13 hectares, en contreforts de la RD306, au Puy d'Or. La Serl pilote le projet qui prévoit, d'ici 10 ans, la création d'une dizaine de lots sur 82 000 m<sup>2</sup> de surface. Coût de l'opération : environ 20 millions d'euros.